

Iran

Au cœur des guerres et/ou d'une paix future ?



Tous les Iraniens sont touchés par les crises et guerres qui secouent ce premier État musulman indépendant. Au centre d'une crise internationale avec, depuis février, le blocage du détroit d'Ormuz, passage maritime stratégique, quelle est sa vraie menace en 2026 ? Analyse des nouveaux clivages politiques au sein de cet état chiite par B. Hourcade, spécialiste de l'Iran.



La révolution iranienne de 1979 fut une vraie révolution : dramatique, cruelle, associant espoirs et injustice, elle fut incontrôlable et surtout mal comprise, entraînant tout le Moyen Orient et les Grandes puissances dans des guerres dont les premières victimes furent les Iraniens. Initiée par les luttes pour les droits de l'Homme, contre l'impérialisme américain et pour la liberté, le mouvement révolutionnaire, fut rapidement contrôlé par une majorité populaire contrôlée par le clergé chiite qui avait d'autres objectifs, au-delà de la chute du régime du chah.

La guerre, pour refuser de voir la nouvelle réalité.

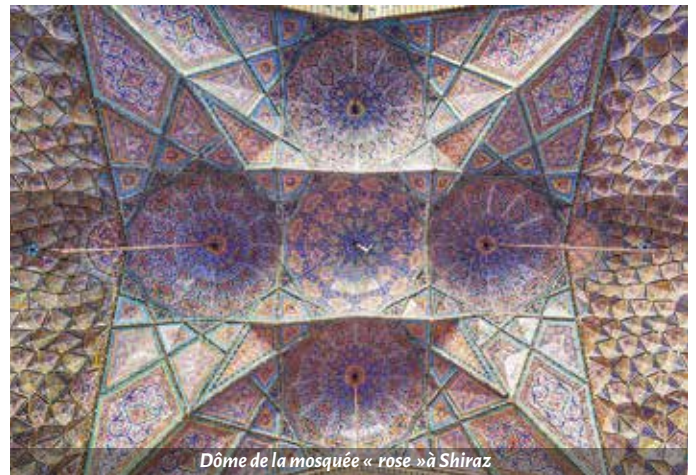
La « communauté internationale », de son côté, a été incapable de prendre la mesure des multiples dimensions de l'islam politique. La « fascination de l'islam », pour reprendre l'expression de Maxime Rodinson, a tout occulté et « l'islam » devenait la clé de lecture simpliste de tout fait politique au Moyen Orient, en refusant de voir qu'il s'agissait d'une révolution, d'un nouveau logiciel politique. Les diplomates et analystes, formés aux arcanes de la Guerre froide, se sont contentés de remplacer le mot « communisme » par « islam ». L'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979 semblait confirmer cette hypothèse et justifiait le soutien à l'invasion de l'Iran par Saddam Hussein dont « les chars seraient à Téhéran en deux semaines » pour prendre l'expression de Claude Cheysson, ministre français des Affaires étrangères.

La guerre Irak-Iran (1980-1988) fut au contraire le ciment de l'identité politique des Iraniens réunis par la guerre autour d'un nationalisme multiforme. On oubliait que l'État iranien moderne s'est construit au XVI^e siècle, comme les mosquées d'Ispahan, autour du chiisme. On négligeait que l'Iran fut le premier État musulman indépendant, membre fondateur de la Société des Nations, qu'il avait été transformé par la dynastie des Pahlavi et notamment la « Révolution Blanche » de 1962. Cet aveuglement s'explique aussi largement par le despotisme du clergé chiite qui a conduit à analyser la réalité iranienne comme une simple opposition entre islam et « modernité », entre islam et nation. L'utopie révolutionnaire de 1978 cherchait à faire la synthèse entre nationalisme, islam et ouverture au monde contemporain. L'échec est évident. La répression a vite frappé tous les opposants libéraux ou de gauche, pour culminer aux massacres de 1988 dans les prisons.

Dans les pays Occidentaux, deux ans après la débâcle américaine au Viêt-Nam, la panique l'emportait sur l'analyse et la réponse se limita à des sanctions économiques et des guerres, qui ont touché sans distinction tous les Iraniens et renforcé un gouvernement

divisé mais contraint à s'unir et à être unifié pour contrer une hostilité qui touchait l'État et la nation iranienne, autant que le « régime islamique ».

Pour contrer la « menace iranienne », dans la région, les États-Unis et leurs alliés ont très vite soutenu l'émergence économique des monarchies arabes sunnites par une militarisation massive. Il s'agissait de soutenir le « bon islam » conservateur, sunnite saoudien contre l'Iran et « l'Axe du Mal ». On connaît la suite et les déboires occidentaux en Afghanistan, Irak, Syrie et au Liban, l'émergence d'al-Qaïda puis de Daesh. Toute concertation pour la stabilité régionale incluant l'Iran étant exclue par principe, la guerre était la seule action politique envisagée, à la grande satisfaction des factions islamistes iraniennes les plus radicales et pour le malheur des Iraniennes.



Des guerres contre le régime islamique ou contre l'État iranien ?

En déchirant le 8 mai 2018 l'Accord sur le nucléaire (JCPOA) obtenu en 2015 par Barak Obama avec le concours de l'Europe, de la Chine et de la Russie, Donald Trump a clairement concrétisé l'idée israélienne que la « menace iranienne » était moins l'Iran islamique, mais l'émergence d'une nation iranienne forte, pacifique, voire démocratique, capable de s'imposer dans la région, avec ou sans arme atomique. Les négociations entre l'Iran et les États-Unis avaient néanmoins repris dès 2021, malgré l'opposition du gouvernement nationaliste israélien et des factions islamistes les plus radicales des Gardiens de la Révolution qui, pour des raisons opposées, veulent bloquer les aspirations des 92 millions d'Iraniens.

Après les innombrables révoltes populaires, la révolte des femmes de 2022, la première guerre israélo-américaine de juin 2025 et le



Mosquée Nasir ol Molk, ou « mosquée rose » à Shiraz

massacre des manifestants les 8-10 janvier, la « chute du régime islamique » semblait certaine et imminente. L'armée américaine, les menaces israéliennes et une campagne médiatique internationale organisée par la diaspora royaliste iranienne pour « libérer le peuple iranien » ont donné à l'attaque massive de l'Iran, à la « guerre préventive », du 28 janvier 2026, une surprenante « légitimité » morale, alors qu'elle violait toutes les règles internationales élaborées depuis 1945 et ne répondait, notamment sur le programme nucléaire iranien, à aucune menace imminente. Les Iraniens ont vite constaté que la guerre apportait la mort et bloquait dans l'immédiat toute dynamique politique intérieure. La mort du Guide Ali Khamenei et de hautes personnalités a ébranlé le « régime islamique » mais l'État iranien ne s'est pas effondré. L'Iran de 2026 n'était pas un État failli, malgré ses contradictions, ses divisions et ses crimes. En réduisant l'analyse politique de l'Iran aux « mollahs », on a oublié l'existence d'un État moderne et complexe.

On a longtemps refusé de constater que les *Gardiens de la Révolution* formaient une élite nombreuse et diverse qui ne se limitait pas à sa composante militaire et policière. Contrairement au clergé chiite qui est resté dans ses écoles religieuses et ne s'est pas adapté à l'Iran actuel, les Gardiens et tout leur réseau d'anciens combattants et de volontaires, les *bassijis*, ont vite intégré les sphères de la science, de la technologie, de la gestion, des finances.

À leur idéologie islamiste révolutionnaire, et à leurs compétences en matière de défense nationale et de sécurité, ils ont ajouté l'ouverture internationale, du moins en matière technologique. Sans négliger leurs intérêts financiers, idéologiques et politiques, ils ont une conscience nationale évidente car l'existence d'un État fonctionnel est un préalable nécessaire pour exercer leur pouvoir. Cette confrontation au monde actuel, le constat de leurs échecs comme en Syrie ou face aux émeutes populaires, ont provoqué des ruptures et divisions de plus en plus fortes entre les « pragmatistes » et les « résistants idéologues ». Ces nouveaux clivages politiques l'emportent désormais sur la traditionnelle rivalité entre « Réformateurs » et « Conservateurs ». L'agression israélo-américaine a marginalisé les « mollahs » et leur a donné le pouvoir.

Guerre et changement politique.

Le mécontentement populaire reste très fort, mais la crise économique et la guerre empêchent toute manifestation publique. C'est donc au sein du pouvoir, dans le réseau complexe des *Gardiens de la Révolution* qu'il faut chercher l'émergence de tendances qui pour-

raient aboutir à une transformation politique durable du pays.

Avec la mort de l'ancien Guide suprême Ali Khamene'i, la République islamique a perdu son principe fondamental, « le pouvoir suprême d'un dignitaire religieux » respecté et capable d'imposer un minimum de consensus entre les factions rivales. Le nouvel élu, Mojtaba Khamenei n'est plus un Guide « suprême », mais un simple acteur politique. Sur le plan formel, constitutionnel, les institutions de la République islamique restent en place, mais leur fonctionnement n'obéit plus aux mêmes règles. Les composantes de la vie sociale et politique iranienne, de l'État iranien, restent plus actives que jamais. Les diverses factions du Parlement, des forces armées et de sécurité, des entreprises, et parfois même de la presse ou du clergé, s'affrontent sans leader incontesté, mais en respectant un minimum d'unité nationale. Les factions islamistes radicales continuent donc la répression, et s'opposent au gouvernement du président élu Masoud Pezeshkian et à ceux qui cherchent une issue négociée comme le président du parlement Mohammad-Baqer Qalibaf, un ancien général des Gardiens de la Révolution. Les menaces militaires ou de révolte populaire restent fortes et imposent une certaine unité. Mohsen Rezaei, commandant des Gardiens pendant la guerre Irak-Iran et leader des factions conservatrices (*peydari*), a intégré en août 2026 le Conseil Suprême de Sécurité Nationale où se prennent toutes les décisions importantes pour la paix comme pour la guerre. En 1988, il avait imposé à Khomeini de mettre fin à la guerre, par réalisme. Les incertitudes sont immenses, mais l'État iranien résiste.

Dans ce contexte, la crise au détroit d'Ormuz pourrait paradoxalement offrir le cadre d'une paix durable et de changements politiques. Ce conflit associe en effet une question nationale de frontière, de contrôle des eaux territoriales, mais aussi une opportunité de construction d'accords de sécurité collective entre tous les pays musulmans riverains du golfe Persique, sans les Américains ni les Israéliens. Un accord international sur la circulation dans le détroit imposerait enfin des relations de coexistence, de l'Iran avec le reste du monde et d'abord avec les États-Unis. La porte serait alors ouverte pour des changements politiques. Les obstacles sont immenses, mais la gravité de la crise pourrait imposer un peu de réalisme face aux rivalités entre la Chine et les États-Unis, aux ambitions israéliennes et aux séquelles de l'islam révolutionnaire iranien.

Bernard Hourade

CNRS, ancien directeur de l'Institut Français de Recherche en Iran.

Flottilles pour Gaza

Vingt ans de désobéissance civile pour la paix

« Témoignage d'une élue qui a participé à une flottille pour Gaza en 2026. Témoignage à diffuser le plus possible pour informer des faits concrets de violation de l'État d'Israël du Droit international sur mer et sur terre devant l'inaction des institutions internationales... Et la colonisation et la guerre continuent aux yeux de tous. »

Le 14 avril 2026, je quittais Barcelone à bord de la Global Sumud Flotilla, avec des militants, syndicalistes, médecins et élus de cinquante pays. Notre but : ouvrir un couloir humanitaire par la mer, briser pacifiquement le blocus imposé à Gaza et dénoncer le génocide. J'ai fait partie du premier groupe arraisonné.

Une histoire de vingt ans

Les flottilles sont nées en 2008 : des militants, des syndicalistes, des élus, des médecins et des citoyens de dizaines de pays ont commencé à prendre la mer pour contester un blocus illégal imposé à deux millions de personnes. Ces bateaux transportent de l'aide humanitaire, mais leur but n'a jamais été seulement matériel : dénoncer les complicités des grandes puissances occidentales, empêcher que Gaza ne disparaisse de nos consciences. En 2010, l'assaut du Mavi Marmara a coûté la vie à dix militants. Malgré les arrestations, les flottilles n'ont jamais cessé. Cette année, toutes les initiatives : Thousand Madleens, Freedom Flotilla Coalition, la Marche pour Gaza se sont regroupées sous le nom de Global Sumud Flotilla pour former la plus grande flottille jamais partie.

Ce que nous avons vécu

Mon bateau a été intercepté en eaux internationales, à plus de 1 200 kilomètres des côtes de Gaza. Cela a un nom, un acte de piraterie totalement illégal. Une vedette a foncé droit sur nous, des militaires nous ont mis en joue, fouillés en nous insultant et ont détruit nos caméras. Mis à genoux, tête contre le sol, mains derrière la tête, nous avons été menés vers une prison flottante : humiliations, privation de sommeil, violences, coups. J'ai eu de la chance. Mais j'ai entendu des camarades hurler, et j'ai vu Thiago Avila (un des organisateurs de la Flottille détenu ensuite pendant 10 jours) recevoir des coups de pied dans le ventre et des coups de crosse dans le dos, devant nous tous. À notre arrivée en Crète, 34 personnes ont dû être hospitalisées. Lors du second arraisonnement, 430 personnes ont été arrêtées et violentées systématiquement avec un traitement raciste marqué à l'encontre des navigants arabes. L'objectif : faire peur et faire taire les militants de la Paix.

Une plainte a été déposée par la Global Sumud Flotilla devant la Cour Pénale Internationale - CPI -, pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité, actes de torture et faits relevant du génocide, ainsi que dans chaque pays. Même le gouvernement français, après la diffusion des images sur les réseaux, a dû finalement saisir le PNAT - Parquet National Antiterroriste - qui a ouvert deux enquêtes préliminaires, l'une pour tortures et crimes de guerre, l'autre pour tortures au sens de la Convention de l'ONU de 1984.

Comme tous les membres de la flottille, le sujet n'est pas ce que nous avons subi en quelques jours, c'est ce que vivent en permanence les Palestinien.nes, et les milliers de prisonniers politiques palestiniens.



Raphaëlle Primet dans le port de Barcelone

Un cessez-le-feu qui ne fait pas cesser les morts

Depuis le 10 octobre 2025, on veut nous faire croire que la guerre est finie à Gaza. Elle ne l'est pas : plus de 1 200 morts depuis cette date, et des civils tués chaque semaine dans de nouvelles frappes. 90% de la population est déplacée, vit sous des tentes de fortune, à la merci des nuisibles et de la météo dans des conditions inhumaines. Le projet du gouvernement israélien est d'annexer 70% du territoire et de parquer les Gazaouis dans des camps sous son contrôle.

En Cisjordanie le nettoyage ethnique est quotidien, début août à Qusra, en est une illustration frappante. Des dizaines de colons israéliens ont assiégé des maisons palestiniennes, bloquant l'acheminement de vivres et de médicaments et mettant en danger les habitant.es. Mosquée incendiée, oliviers arrachés, puits détruits, familles coupées de tout : Qusra n'est pas un fait divers, c'est une méthode. Celle d'un nettoyage ethnique mené colline après colline, village après village, pour vider la Cisjordanie de la population palestinienne.

Pour la paix, contre le silence

Nous ne sommes pas condamnés à l'impuissance. Il y a les manifestations, la solidarité internationale, le boycott (BDS), la grève comme celle des dockers à Fos, les campagnes citoyennes comme le million d'oliviers pour la Palestine. Et il y a les flottilles, qui ont prouvé que la mobilisation civile et pacifique pouvait encore peser sur le rapport de forces et remettre Gaza au centre du débat public.

Une paix véritable ne peut pas coexister avec l'injustice, ni avec l'impunité. Notre responsabilité, maintenant, c'est de continuer : témoigner, informer, organiser pour que le droit international s'impose enfin.

Raphaëlle Primet, Co-présidente du Groupe Communiste au Conseil de Paris